

# E.veil

Revue mensuelle d'e-veille documentaire en éducation et promotion de la santé  
N° 9 – Mars 2010

## Volet : politique de santé / organisation du système de santé Sommaire

### @ Bulletin bibliographique

#### Politique nationale de santé

- Contraception/IVG : évaluation des politiques de prévention 2
- Inégalités sociales de santé : « La santé se construit dans un environnement social » 2
- La politique de lutte contre le VIH/sida, rapport de la Cour des Comptes 2
- Phénomènes de pauvreté et de précarité : 10 ans d'observation 3
- Les systèmes d'information pour la santé publique : constats et préconisations du HCSP 3

### @ E.point doc

#### Politique européenne et nationale de lutte contre les inégalités sociales de santé

- 2010 : Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 4

### @ E.liens , à suivre ...

#### Politique internationale

- Enfants et Sida : bilan de la situation 4

#### Politique nationale de santé

- Loi HPST : des fiches thématiques de présentation 4
- Maisons et pôles de santé : bilan et propositions pour leur déploiement 5
- Maisons de santé et territoires ruraux : série de mesures pour initier leur création 5
- Observatoire de la fin de vie : création et mise en place 5
- Partenariat : accord entre le CNFPT et l'INPES 5
- Santé au travail : remise du rapport sur la prévention du stress au travail 6

#### Politique régionale de santé

- Droits des femmes et à l'égalité : nomination de la Déléguée régionale de Poitou-Charentes 6

## Politique nationale de santé

### Contraception/ IVG : Evaluation des politiques de prévention

AUBIN Claire, JOURDAIN-MENNINGER.- **Evaluation des politiques de prévention des grossesses non désirées et de prise en charge des interruptions volontaires de grossesses suite à la loi du 4 juillet 2001.** IGAS (Inspection Générale des Affaires Sociales), février 2010.

Après avoir exposé les principales conclusions de la mission, le rapport propose quatre volets spécifiques : l'évaluation de la mise en oeuvre de la loi du 4 juillet 2001 relative à l'éducation à la sexualité, à la contraception et à l'interruption volontaire de grossesse en Outre-mer, la prise en charge de l'interruption volontaire de grossesse, la prévention des grossesses non désirées : contraception et contraception d'urgence, la prévention des grossesses non désirées : information, éducation et communication.

<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/104000047/0000.pdf>

<http://www.igas.gouv.fr/spip.php?article91>

### Inégalités sociales de santé

LANG Thierry.- **La santé se construit dans un environnement social.**- IRESP (Institut de Recherche en Santé Publique). Questions de santé publique, n°7, décembre 2009, 4 pages.

Selon l'auteur, les inégalités sociales de santé sont présentes dans tous les pays et parmi les facteurs qui déterminent l'état de santé d'un individu, les facteurs sociaux sont nombreux et pourtant moins bien étudiés que les facteurs biologiques. Aussi, l'état de santé et la situation sociale interagissent tout au long de la vie et les trajectoires de santé et les trajectoires sociales sont souvent confondues. Pour agir sur l'état de santé des populations et tenter d'en réduire les inégalités efficacement, une prise en compte des déterminants sociaux de la santé est indispensable.

[http://www.iresp.net/imgs/publications/091204152034\\_qspn-7-determinants-.pdf](http://www.iresp.net/imgs/publications/091204152034_qspn-7-determinants-.pdf)

### Lutte contre le VIH/Sida

**La politique de lutte contre le VIH/sida .-** Cour des Comptes, 2010, 33 pages.

Avec chaque année 6 à 7 000 nouveaux cas de séropositivité découverts en France, l'épidémie de VIH/sida reste un enjeu majeur de santé publique. La poursuite de l'épidémie induit des coûts humains, sociaux et financiers de plus en plus importants. Ainsi, le nombre de patients relevant de l'affection de longue durée propre à l'infection par le VIH a progressé de 11,5 % entre 2004 et 2007, pour avoisiner 90 000 personnes. La prise en charge sanitaire s'élève en moyenne à près de 13 000 € par patient et par an, soit plus de 1,1 milliard d'euros annuels. La diminution de la mortalité due au VIH/sida est liée au progrès des soins prodigués aux personnes atteintes par le VIH cependant, elle nécessite à l'avenir d'améliorer le pilotage de la politique de lutte contre le VIH/sida et de renforcer la prévention et le dépistage en ciblant la prévention sur les groupes à risques et mettre en oeuvre des messages de prévention en direction des personnes, jeunes d'une part, séropositives d'autre part.

<http://www.ccomptes.fr/fr/CC/documents/RPA/23-politique-de-lutte-contre-VIH.pdf>

## Politique nationale de santé

### Phénomènes de pauvreté et de précarité

Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES).- **Bilan de 10 ans d'observation de la pauvreté et de l'exclusion sociale à l'heure de la crise : rapport 2009-2010 de l'ONPES.**- Direction de l'information légale et administrative, Paris, 2010

L'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES) publie son sixième rapport, remis par Christian Garnier, Vice Président de France Nature Environnement et Agnès de Fleurieu, Présidente de l'ONPES, au Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer. Le rapport est organisé en trois parties : l'impact de la crise économique sur la pauvreté, le bilan de dix ans d'observation sociale en France et en Europe, la participation des personnes en situation de pauvreté à la construction de la connaissance.

Accès au rapport (168 p.), au communiqué de presse et synthèse (16 p.)

<http://www.onpes.gouv.fr/Sixieme-rapport-de-l-ONPES-Bilan.html>

Ce document a été produit en vue du [Pacte de Solidarité Ecologique](#) pour lequel deux autres missions ont été menées :

- Mobilisation citoyenne et sociale, par Véronique FAYET et Sébastien GENEST

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/104000091/>

- Transformation des modes de vie, des comportements et de la consommation, par Pierre SAGLIO et Alain CHOSSON

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/104000092>

### Système d'information

**Les systèmes d'information pour la santé publique** .- Haut Comité de la Santé Publique (HCSP), décembre 2009, 41 pages.

Le HCSP a établi que les sources de données étaient nombreuses mais peu accessibles et insuffisamment coordonnées. Parmi des recommandations spécifiques, le HCSP préconise que soit développé des systèmes d'information relevant d'organismes publics dans des domaines cruciaux et actuellement non couverts (médecine ambulatoire, notamment). Parmi des recommandations plus générales, le HCSP préconise de mieux coordonner les différentes actions de pilotage et de suivi des systèmes d'information pour la santé publique, d'inciter les organismes producteurs et utilisateurs de données à dégager les ressources nécessaires à une meilleure utilisation des données, de développer des dispositifs d'observation longitudinale, de mettre en place un dispositif de surveillance systématique et permanente des inégalités sociales et territoriales de santé.

[http://www.hcsp.fr/docspdf/avisrapports/hcsp20091111\\_sisp.pdf](http://www.hcsp.fr/docspdf/avisrapports/hcsp20091111_sisp.pdf)

## Politique européenne et nationale de lutte contre les inégalités sociales de santé

### 2010 : année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale est un objectif prioritaire de l'Union européenne et de ses États membres. Une part importante de la population européenne est en situation de pauvreté et n'a pas accès aux services de base. La proclamation de l'année 2010, Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale doit donner un nouvel élan au processus d'intégration sociale.

L'année se déroulera autour de quatre objectifs transversaux :

- 1) la reconnaissance du droit fondamental des personnes en situation de pauvreté, à vivre dans la dignité en assurant l'accès aux ressources et aux services sociaux, à la culture et aux loisirs...
- 2) la promotion de la cohésion sociale, concrétisée notamment par des actions en faveur de l'égalité des chances, et du principe d'égalité devant l'éducation et la formation, en ciblant les personnes victimes de discrimination et les personnes souffrant de handicap,
- 3) la participation de tous les acteurs publics ou privés dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale,
- 4) l'engagement et l'action politique des États membres et de l'UE, en promouvant un processus d'échanges et d'apprentissages mutuels : [la méthode ouverte de coordination \(MOC\)](#), mise en place par l'UE en 2000.

En France, la Direction générale de l'action sociale (DGAS) sera en charge du pilotage stratégique de l'année. De multiples activités sont prévues, dont des campagnes d'information, des initiatives novatrices, des débats, des conférences. Des centaines de projets liés aux priorités nationales et aux objectifs de l'Année européenne seront menés.

Consulter les programmes nationaux : <http://www.2010againstpoverty.eu/mycountry/?langid=en>

## Politique internationale

### Enfants et Sida

Le **Quatrième bilan de la situation, rapport 2009** publié par le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/Sida (ONUSIDA) et le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), présente des **données sur les interventions menées et un ensemble de recommandations** visant à accélérer les actions entreprises. **Grandir** déplore que la question de l'accompagnement psychologique des enfants ne soit pas abordée alors que cette question lui paraît essentielle dans la prise en charge pédiatrique.

Pour en savoir plus sur ce rapport et accéder au document :

<http://www.unicef.fr/contenu/actualite-humanitaire-unicef/progresser-dans-le-depistage-et-le-traitement-du-vih-chez-les-enfants-et-les-meres-2009-11>

## Politique nationale de santé

### Loi HPST : des fiches thématiques de présentation

Les **premières fiches thématiques** de présentation de la loi Hôpital, patients, santé et territoires **sont disponibles sur le site du Ministère de la santé**. Elles concernent : le projet médical, le projet régional de santé, le directeur de l'établissement public de santé, le conseil de surveillance, le directoire, les professionnels de santé, l'hospitalisation à domicile, la communauté hospitalière de territoire (CHT), l'assouplissement de la gestion des personnels administratifs.

<http://www.sante-sports.gouv.fr/les-fiches-thematiques.html>

## Politique nationale de santé

### Maisons et pôles de santé : bilan et propositions pour leur déploiement ...

... C'est le titre du rapport présenté par Jean-Marc Juilhard, Sénateur du Puy de Dôme, Bérengère Crochemore, Interne en Médecine Générale, Annick Touba, Infirmière libérale et Présidente du Sniil, Guy Valencia, Professeur à l'Université Paris Descartes à la demande de Roselyne Bachelot-Narquin, Ministre de la Santé et des Sports, Fadela Amara, Secrétaire d'Etat à la Politique de la Ville et Hubert Falco, Secrétaire d'Etat à l'Aménagement du Territoire. **Après avoir identifié les facteurs de réussite des maisons de santé et les obstacles à leur déploiement, le rapport formule sept séries de mesures** : identifier un cadre pour les exercices pluri professionnels, adopter un nouveau cadre juridique, promouvoir de nouveaux modes de financement, accompagner les professionnels, s'inscrire dans une logique d'engagements réciproques entre autorités publiques et professionnels de santé, répondre aux attentes, identifier ces structures comme des lieux de formation pluri professionnelle privilégiés.

Le rapport (52 p.) : [http://www.sante-sports.gouv.fr/IMG/pdf/rapport\\_maison\\_de\\_sante.pdf](http://www.sante-sports.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_maison_de_sante.pdf)

### Maisons de santé et territoires ruraux : série de mesures pour initier leur création

A partir des conclusions des [Assises des territoires ruraux](#) organisées et conduites depuis octobre 2009, par Michel Mercier, Ministre de l'Espace rural et de l'Aménagement du territoire, **le chef de l'Etat a annoncé une série de mesures en faveur** du désenclavement économique des territoires ruraux, notamment pour y améliorer la mobilité, l'agriculture, le logement, l'accès à l'Internet au haut débit et surtout **l'accès aux soins de proximité par la création de maisons de santé...**

Dans : Actualités générales / Actualité santé : <http://www.annuaire-secu.com/html/news388.html>

### Observatoire de la fin de vie : création et mise en place

Un décret en date du 19 février 2010 porte création auprès du Ministre chargé de la santé d'un **Observatoire de la fin de vie et des pratiques d'accompagnement, afin d'en améliorer la connaissance.**

L'Observatoire indique les besoins d'information du public et des professionnels de santé à partir de l'étude des conditions de la fin de vie et des pratiques médicales qui s'y rapportent. Il identifie également le besoin de recherche et promeut l'émergence de recherches pluridisciplinaires dans différents domaines d'application de la fin de vie.

Pour en savoir plus... une synthèse (1p.) :

<http://www.agevillagepro.com/actualite-4518-1-fin-de-vie-creation-observatoire-national-fin-de-vie.html>

### Partenariat : accord entre le CNFPT et l'INPES

Le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) et l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES) viennent de signer une convention de partenariat **dans les champs de l'éducation et la promotion de la santé.** Elle est accompagnée d'un programme d'actions concernant le développement de la formation professionnelle et des métiers, l'élaboration de référentiels de formation et la valorisation et l'échange des pratiques. L'optimisation des ressources au bénéfice des conseillers formation du CNFPT, **l'accompagnement de l'offre de formation santé des délégations régionales, la mise en œuvre d'un dispositif expérimental de formation à l'attention des coordinateurs Ateliers Santé Ville, un projet de séminaire de formation santé à l'attention des directeurs généraux des collectivités territoriales figurent parmi les nombreux projets** à mettre en place en commun par ces deux partenaires.

Communiqué de presse :

[http://www.cnfpt.fr/fr/actualites/Espace\\_presse/Partenariat\\_CNFP/INPES/872](http://www.cnfpt.fr/fr/actualites/Espace_presse/Partenariat_CNFP/INPES/872)

## Politique nationale de santé

### Santé au travail : remise du rapport sur la prévention du stress au travail

Henri Lachmann, président du Conseil de surveillance de Schneider Electric SA, Christian Larose, président de la section du travail du Conseil économique, social et environnemental, et Muriel Pénicaud, directrice générale des ressources humaines du groupe Danone ont remis au Premier Ministre le 17 février dernier, le rapport sur la prévention du stress au travail "**Bien-être et efficacité au travail**". **Selon les auteurs, il ne s'agit pas d'un rapport d'experts mais de « praticiens », mettant leur connaissance pratique du monde des salariés et de l'entreprise au service de ce sujet.** Dix propositions ont été sélectionnées pour poser les bases d'une « conviction commune : celle que le sujet de la santé au travail réconcilie le social et l'économique ».

[http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/fichiers\\_joints/Rapport\\_-Bien-etre\\_et\\_efficacite\\_au\\_travail-.pdf](http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/fichiers_joints/Rapport_-Bien-etre_et_efficacite_au_travail-.pdf)

## Politique régionale de santé

### Droits des femmes et à l'égalité : nomination de la Déléguée régionale de Poitou-Charentes

Monique Pizzini, nommée Déléguée régionale aux droits des femmes et à l'égalité (DRDFE) en Poitou-Charentes a pris ses fonctions le 1er février. Dans le cadre de la réforme de l'administration territoriale de l'Etat, **la DRDFE a intégré le Secrétariat Général pour les Affaires Régionales (SGAR)**, service rattaché à la Préfecture de Région Poitou-Charentes.

<http://www.poitou-charentes.pref.gouv.fr/pageA.php?id=277&sid=290&page=1>

La **Révision générale des politiques publiques (RGPP)** prévoit une vaste **réorganisation des directions régionales et départementales**.

Pour en savoir plus : « **La réorganisation de l'administration territoriale de l'Etat** » un dossier publié par l'Agence régionale de la formation tout au long de la vie Poitou-Charentes :

[http://www.arftlv.org/Dossier\\_Actualite/8/reorganisation\\_administration\\_territoriale\\_Etat.aspx](http://www.arftlv.org/Dossier_Actualite/8/reorganisation_administration_territoriale_Etat.aspx)